

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DECONS SUD AQUITAINE

1701 route de Soulac
33290 Le Pian-Médoc

Références : 2025-0158-dp
Code AIOT : 0006803183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement DECONS SUD AQUITAINE implanté PASSAGE DES BOIS OUVRES 65600 SEMEAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été réalisée de concert avec les contrôleurs des transports terrestres de la DREAL et la brigade territoriale mobile de Pierrefitte-Nestalas. Elle visait au récolement de l'arrêté de mise en demeure du 26 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECONS SUD AQUITAINE
- PASSAGE DES BOIS OUVRES 65600 SEMEAC

- Code AIOT : 0006803183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECONS exploite sur la commune de Séméac une activité principale de collecte, traitement et stockage des métaux et déchets métalliques non dangereux. L'exploitation est également classée au titre de ses activités de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU), de collecte de déchets dangereux (déchets d'équipements électriques et électroniques et déchets dangereux issus du démontage des VHU) et de déchets non dangereux apportés par les producteurs (ferrailles, métaux, déchets d'équipement électriques et électroniques...).

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 6 janvier 1992 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015105-0006 du 15 avril 2015, puis complété par l'arrêté préfectoral n°65-2019-10-15-001 du 15 octobre 2019.

L'exploitant dispose également, pour son activité de démantèlement de véhicules hors d'usage, d'un agrément n°PR 65 00014 D délivré le 2 juin 2006 et renouvelé par l'arrêté préfectoral n°65-2018-04-10-0001 du 10 avril 2018.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
2	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3	Demande d'action corrective	15 jours
3	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2e.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déchets autorisés sur le site	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte	15 jours
5	Caractérisation des déchets	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 2	Astreinte, Demande d'action corrective	1 mois
14	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective	2 mois
15	Condition de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	stockage des déchets non dangereux	15/04/2015, article 5.6.2		
16	Entretien du bassin des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.4.3	Demande d'action corrective	3 mois
17	Conformité des opération de dépollution des VHU	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.4.7	Mise en demeure, respect de prescription	0 jour
18	Dispositif de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Déclaration au registre national des terres excavées déchets et sédiments	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 3	Sans objet
7	Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 4	Levée de mise en demeure
8	Entretien du déshuilleur-débourbeur	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 5	Levée de mise en demeure
9	Canalisation des effluents en sortie du second filtre planté	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 6	Levée de mise en demeure
10	Échantillonnag	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	e des effluents	26/07/2024, article 7	
11	Échantillonnage des effluents	AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 8	Levée de mise en demeure
12	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
13	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté en inspection que les articles n° 1 et 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024, relatifs à la gestion des déchets, demeurent non respectés.

L'exploitant a par ailleurs mis en œuvre des actions correctives permettant de lever les non-conformités relatives à la surveillance des rejets aqueux.

De plus, des non-conformités ont également été relevées lors des opérations de stockage des véhicules dépollués. En effet, il a été constaté que les véhicules hors d'usages, déclarés comme dépollués par l'exploitant, n'étaient pas systématiquement dépourvus de leurs éléments valorisables et de leurs déchets dangereux (réservoirs de fluide non vidés, composants susceptibles d'exploser, pare-brise, pneumatiques, composants plastiques volumineux...).

Un chargement de benne de véhicules "dépollués" était en cours lors du contrôle. L'Inspection a relevé la présence d'écoulement de fluide (carburant), à l'arrière de la benne du transporteur, se dispersant sur le sol. Ce constat confirme l'absence de dépollution aboutie des véhicules dédiés à l'évacuation.

Enfin, l'exploitant doit justifier de la conformité des rétentions des rejets aqueux du site et des eaux d'extinction incendie.

A la lumière de ces constats, il est proposé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées de prendre :

- un arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions réglementaires applicables aux opérations de dépollution des véhicules hors d'usage ;
- un arrêté rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative afin de se conformer aux articles 1 et 2 de l'arrêté de mise en demeure du 26 juillet 2024.

Enfin, au titre de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, une procédure pénale est ouverte auprès du parquet de Tarbes sur constatation d'une pollution déversée sur le site et du non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de collecte des déchets sortants

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

<p><u>Point de contrôle n°3 de la visite d'inspection du 20/06/2024 :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un registre chronologique informatique des déchets admis sur le site. Par courriel du 10 juin 2024, celui-ci a été adressé à l'Inspection en amont de la visite. Le registre présente des lacunes au regard de l'absence de certaines données (Nom, SIRET et adresse du transporteur et code traitement).</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, procéder à la complétude de son registre de déchets admis sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le registre de déchets entrants demeure incomplet, notamment au regard du code de traitement partiellement renseigné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 15 jours, compléter son registre des déchets entrants avec l'ensemble des informations requises à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Complétude du registre pour l'installation de collecte des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 :</u></p> <p>Les transporteurs et les collecteurs de déchets tiennent à jour un registre chronologique des déchets transportés ou collectés.</p> <p>Ce registre contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant les dates de transit du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'enlèvement du déchet ; - la date de déchargement du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant le transport du déchet :

- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;
- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE)1013/2006 susvisé ;

d) Concernant l'origine et la gestion du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial de déchet, ou, à défaut, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets lorsque les déchets transportés ou collectés proviennent de plusieurs producteurs ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou au collecteur ;
- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.

Point de contrôle n°4 de la visite d'inspection du 20/06/2024 :

L'exploitant dispose d'un registre chronologique informatique des déchets expédiés. Par courriel du 10 juin 2024, celui-ci a été adressé à l'Inspection en amont de la visite. Le registre présente des lacunes au regard de l'absence de certaines données (Nom, SIRET et adresse du transporteur et code traitement). L'Inspection relève également l'évacuation de 60 tonnes de gravats et béton (déchets non autorisés sur le site). L'exploitant justifie que ces déchets provenaient de travaux du bâtiment.

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, procéder à la complétude de son registre de déchets expédiés.

Constats :

Lors de la visite il a été constaté que le registre de déchets sortants demeure incomplet, notamment au regard du code SIRET du transporteur partiellement renseigné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de 15 jours, compléter son registre sortant avec l'ensemble des informations requises à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2e.
Thème(s) : Situation administrative, Transfert de déchets transfrontalier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>e) concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Les VHU traités sont envoyés pour regroupement sur le site de DECONS Saint-Martin-de-Seignanx puis envoyés pour traitement en Espagne sur le site de Decons AGURAIN en Espagne. Les batteries usagées sont également regroupées sur le site de Saint-Martin-de-Seignanx puis envoyées pour traitement en Espagne sur le site de Metarlugica de Medina. L'exploitant réalise un transfert transfrontalier des déchets de VHU et de batteries. Un dossier de notification a été validé par le PNTTD pour le transfert de batterie n° FR 2024 040028.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a procédé à un contrôle par échantillonnage les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bordereau de suivi de déchet des VHU du 31 janvier 2025 ; • les bordereaux de suivi des batteries usagées du 31 mai 2025 ; <p>L'Inspection constate les lacunes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • BSVHU : les dates de validité d'agrément et du récépissé du transport sont incohérentes (antérieures à la date d'enlèvement des batteries). Plusieurs informations relatives au transporteur sont absentes du document (numéro d'agrément, mode de transport, date de prise en charge et visa). • BSD Batteries : le bordereau de suivi des batteries de DECONS ne renseigne pas le numéro de récépissé du transporteur, ni sa date de validité. <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'annexe VII qui accompagne le</p>

document BSVHU du 31 janvier 2025 réceptionné le 3 février sur le site espagnol. De plus, le document de mouvement concernant l'export de batteries du 3 mars 2025 n'est pas signé par l'entreprise espagnole ayant réceptionné les déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai d'un mois: <ul style="list-style-type: none"> justifier de la complétude des bordaux de suivi de déchets, transmettre à l'Inspection l'annexe VII qui accompagne le document BSVHU du 31 janvier 2025 transmettre également à l'Inspection le document de mouvement signé pour l'export de batteries du 3 mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déchets autorisés sur le site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets dangereux non autorisée
Prescription contrôlée : La société DECONS, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les déchets non autorisés a être réceptionnés sur son site, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'article 5.1.2 de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015 susvisé en procédant au refus des déchets dangereux de contenants souillés non autorisés.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de déchets non autorisés sur le site, disposés en mélange dans les îlots dédiés à la ferraille nommés « métaux ferreux » et « métaux tôle » : extincteurs usagés, déchets d'équipements électriques et électroniques en décomposition, contenants de déchets dangereux souillés, petits véhicules motorisés.... Considérant que l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 26 juillet 2024 n'est pas respecté, l'Inspection propose de prendre un arrêté préfectoral rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative journalière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, doit sous un délai de 15 jours, respecter l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 en : <ul style="list-style-type: none"> refusant tous déchets non autorisés par l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015; triant les déchets réceptionnés en entrée du site afin de garantir la conformité de la filière de valorisation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Caractérisation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, FIP
Prescription contrôlée : <p>La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les déchets de métaux, d'alliage de métaux et d'équipements électriques et électronique réceptionnés sur son site, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'article 13 de l'Arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en procédant à la mise en place de fiche d'information préalable pour chacun de ces déchets.</p>
Constats : <p>L'Inspection a constaté l'absence de mise en place de fiche d'information préalable pour les déchets de métaux, DEEE et caoutchouc.</p> <p>Considérant que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 n'est pas respecté, l'Inspection propose de prendre un arrêté préfectoral rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative journalière.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 en disposant d'une fiche d'information préalable pour l'ensemble des déchets collectés requise à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Déclaration au registre national des terres excavées déchets et sédiments

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 3
Thème(s) : Situation administrative, RNTDS
Prescription contrôlée : <p>La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les données de traçabilités des déchets admis et expédiés, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'article R.541-43 du code de l'environnement, en procédant à la déclaration des registres des déchets admis et traités sur le site, au registre national des terres excavées déchets et sédiments.</p>
Constats :

L'exploitant saisit les mouvements de ces déchets sous l'application trackdéchets qui alimente automatiquement le RNTDS.
Considérant l'action corrective mise en place par l'exploitant, l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 cesse de produire effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Condition de stockage

Prescription contrôlée :

La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'Annexe I de l'Arrêté ministériel du 23 novembre 2005, en assurant un stockage à l'abri des intempéries.

Constats :

Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que le stockage des box dédiés à la collecte des petits appareils ménagers, disposés derrière le local administratif, n'a pas été revu. Il demeure en partie, sur une zone non abritée des intempéries.

Par courriel du 19 mai 2025, l'exploitant a justifié du déplacement du stockage de ces déchets permettant de conserver l'intégrité de ces derniers.
Considérant l'action corrective mise en place par l'exploitant, l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 cesse de produire effet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Entretien du déshuilheur-débourbeur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'entretien

Prescription contrôlée :

La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour le entretien du déshuilheur-débourbeur, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'article 4.3.3 de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, en respectant la fréquence d'entretien semestrielle du déshuilheur-débourbeur.

Constats :

Les entreprises SARP et PSI ont procédé à l'entretien et à la vidange du déshuileur-débourbeur respectivement les 12 juin et 30 septembre 2024.

<p>Les justificatifs ont été présentés en séance et n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.</p> <p>Considérant les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant, l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 cesse de produire effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Canalisation des effluents en sortie du second filtre planté

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, maîtrise des écoulement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les rejets des effluents en sortie du second lit planté de roseaux, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'article 4.4.2 de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, en canalisant les effluents en sortie du second filtre planté et en évitant toute dispersion de ces derniers.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à la canalisation du rejet des effluents en sortie du lit planté de roseaux (écoulement sur superficie imperméabilisée détenant un avaloir bétonné).</p> <p>Considérant les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant, l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 juillet 2024 cesse de produire effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Échantillonnage des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les prélèvements des effluents dans le cadre de son auto-surveillance et de sa surveillance annuelle, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois les dispositions de l'article 4.4.8 de l'Arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, en procédant :</p> <ul style="list-style-type: none"> à deux échantillonnages prélevés par l'exploitant à 30 min d'intervalle ; à la réalisation d'une campagne annuelle de prélèvements et d'analyses comparatives des données de surveillance, effectuée par un opérateur agréé.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé au contrôle de son auto-surveillance le 04 février 2025 par l'intervention de la société LPL. Le rapport d'analyse a été présenté en séance. Celui-ci met en évidence un léger</p>

<p>dépassement des paramètres DBO5 et MES, se situant dans la fourchette de l'incertitude de la donnée.</p> <p>Par ailleurs, le dernier prélèvement réalisé par l'exploitant dans le cadre de son auto-surveillance a été effectué le 11 septembre 2024. Le rapport d'analyse du laboratoire Eurofins présente des résultats conformes aux seuils réglementaires.</p> <p>Considérant les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant, l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 cesse de produire effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Échantillonnage des effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/07/2024, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DECONS, n° SIRET n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour la réalisation des campagnes d'analyse des PFAS dans les rejets de l'installation, est mise en demeure de respecter, sous 1 mois les dispositions de l'article 3 de l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023, en procédant à la mise en œuvre des campagnes d'analyse des PFAS dans les rejets de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire Eurofins a procédé à la réalisation des trois campagnes d'analyse des PFAS les 19 juillet, 19 août et 10 octobre 2025.</p> <p>Les rapports d'analyses ont été présentés en séance et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection, les conditions de prélèvements et de quantification sont conformes à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p> <p>Considérant les actions correctives mises en œuvre par l'exploitant, l'article 8 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juillet 2024 cesse de produire effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;</p> <p>2° La dépollution des véhicules ;</p>

3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant a contractualisé avec l'éco-organisme Recycler Mon véhicule le 18 décembre 2024 pour une durée de 3 ans. Le contrat a été présenté en séance et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant réceptionne les véhicules hors d'usages de provenance : <ul style="list-style-type: none"> • des professionnels privés (casses-automobile agréées et garagistes), • des particuliers, • des casses-automobile non autorisées. La reprise des véhicules est réalisée sans frais pour les détenteurs au moyen d'un rachat de matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur

qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la création de bordereau de suivi de VHU pour les véhicules apportés par les professionnels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai deux mois, disposer d'un bordereau de suivi de VHU pour tous les véhicules apportés par les entreprises et professionnels privés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Condition de stockage des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement [...]

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que des déchets de cartons, bois, plastiques et pneumatiques sont stockés en mélange avec les déchets de ferrailles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, respecter les conditions de stockage de l'ensemble des déchets autorisés sur son site, en garantissant des ilots séparés pour chaque typologie de déchets, permettant par la suite leur bonne filière de valorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Entretien du bassin des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Curage du bassin tampon
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de dépôts de boues sur les berges du bassin de collecte des eaux susceptibles d'être polluées. Par ailleurs, le niveau de remplissage du bassin était élevé, laissant peu de volume de réserve disponible. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dernier entretien de l'ouvrage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, justifier de la vidange et du nettoyage du bassin de collecte des eaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Conformité des opération de dépollution des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article 5.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Dépollution incomplète
Prescription contrôlée : [...]
I.L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; • les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 3.1.2 ; • le verre est retiré ; • les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; • les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; • les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; • les pneumatiques sont démontés ; • les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées ainsi que les masses d'équilibrage, les convertisseurs

- catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;
- les pots catalytiques sont retirés.

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.

II. Opérations après dépollution :

L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage est distante des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de VHU déclarés comme dépollués par l'exploitant, stockés en attente de chargement et disposant d'éléments non retirés (pare-brise, réservoir de fluides non vidés, pneumatiques, composants plastiques volumineux ...). L'exploitant déclare que ces véhicules ont été apportés par des casses-automobiles qui ne procèdent qu'à la dépollution partielle des véhicules.

Lors de leur arrivée sur le site, ces véhicules sont stockés en l'état, en attente de chargement vers les broyeurs des sites français et espagnols de la société Decons.

Aucune dépollution n'est effectuée sur ces véhicules par l'exploitant. Un chargement de benne de VHU "dépollués" était en cours lors du contrôle. L'Inspection a relevé la présence d'écoulement de fluide (carburant) à l'arrière de la benne du camion se dispersant sur le sol. Cet écoulement provenait des véhicules chargés dans le camion, confirmant l'absence de dépollution de ces derniers.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du retrait des gaz de circuit d'air conditionné des véhicules ayant été dépollués depuis le 04 avril 2025. L'Inspection constate sur les justificatifs, qu'une cinquantaine de véhicules ont été dépollués sans qu'aucun gaz n'ait été retiré. L'exploitant justifie que ces véhicules sont dépourvus de système d'air climatisé même pour les modèles récents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sans délai, s'assurer de la dépollution totale de chaque véhicule réceptionné sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 0 jour

N° 18 : Dispositif de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Volume de rétention

Prescription contrôlée :

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]

En cas de dispositif de confinement externe :

<p>- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <p>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</p> <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <p>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées. Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un bassin de collecte des eaux susceptibles d'être souillées nommé bassin tampon.</p> <p>En cas de sinistre, les eaux d'extinction sont également dirigées gravitairement vers ce même bassin.</p> <p>Lors de la visite, le niveau d'eau dans le bassin était très élevé, ne laissant pas de capacité disponible pour accueillir des eaux incendie en cas de sinistre. Ainsi, l'exploitant ne prend pas les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du volume disponible.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a également constaté que les rétentions dédiées aux fluides collectés lors de la dépollution n'étaient pas vidées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de 15 jours, garantir la disponibilité de l'entièreté du volume des rétentions disposées sur l'aire de dépollution • sous un délai de deux mois, mettre en place les mesures nécessaires pour être capable de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>